

# ADEME & VOUS

Lettre internationale

N° 29 - juillet-août 2014

Changement climatique  
Anticiper pour rester  
attractif

P. 02

Méditerranée  
Pour un tourisme  
durable

P. 04

Éditorial

## Conférence Paris Climat 2015

**La 21<sup>e</sup> Conférence des Parties sur le climat (COP 21)**, qui se tiendra à Paris en décembre 2015, accueillera près de 50 000 acteurs et délégués internationaux. Ce sera une échéance importante car, en 2015, devront être pris les engagements de lutte contre le changement climatique pour 2020. Au-delà de la négociation entre 194 pays, cette grande conférence Paris Climat 2015 sera une exceptionnelle opportunité de mettre en valeur toutes les solutions et initiatives à l'œuvre en France et dans le monde, sur l'énergie, la mobilité ou le bâtiment, par les entreprises, comme par les institutions, les collectivités territoriales, les divers organismes et centres de recherche et d'innovation. Dans cette perspective, le Comité 21 (comité français pour le développement durable) a lancé le 9 juillet dernier, avec le Club France Développement durable qui regroupe plus de 60 réseaux français, Solutions COP 21 ([www.solutionscop21.org](http://www.solutionscop21.org)), vitrine des solutions pour une économie bas carbone générant croissance et nouveaux emplois. L'ADEME est partenaire de ce dispositif. Une série d'événements rythmeront les 18 mois qui nous séparent de la COP 21. /



## MEDENER Vers la transition énergétique en Méditerranée

De nombreux acteurs euro-méditerranéens publics et privés se sont retrouvés le 24 avril dernier à Marseille, à l'occasion de la deuxième conférence internationale sur la transition énergétique en Méditerranée, organisée par l'association MEDENER. Bilan et perspectives de cette rencontre.

**D'** *ici à 2030, la région méditerranéenne devra faire face à de nombreux enjeux économiques, énergétiques et sociétaux*, rappelle Christelle Bedes, chargée de mission Méditerranée à la direction de l'Action internationale de l'ADEME. *En effet, si l'on prend en considération une forte croissance démographique - de l'ordre de 45% -, une urbanisation accrue avec près de trente villes de plus d'un million d'habitants, la demande en énergie devrait être multipliée par trois.* » Pour répondre à ces défis, MEDENER\* a organisé le 24 avril dernier sa deuxième Conférence internationale sur la transition énergétique, dédiée à la concertation entre les acteurs pour améliorer les synergies de projets. *« Cette conférence a permis de démontrer le besoin de visions communes pour accélérer la transition énergétique par la >>>*

>>> mise en place d'objectifs à court et à moyen termes, en prenant en compte le véritable coût de l'énergie ainsi que l'importance de l'innovation technologique et organisationnelle, mettant en avant des partenariats euro-méditerranéens. »

### S'ADAPTER AUX SPÉCIFICITÉS DE CHAQUE PAYS

MEDENER est à l'origine de plusieurs projets exemplaires. « L'association travaille notamment sur de nombreuses initiatives dans le secteur du bâtiment. Elle a ainsi favorisé la mise en place de l'étiquette énergétique, développé des labels communs pour promouvoir le chauffe-eau solaire, encouragé de nouveaux projets ou initié la réglementation thermique du bâtiment. » MEDENER a également développé des outils communs, parmi lesquels le projet d'observatoire de l'énergie MED-IEE (lire encadré ci-dessous), qui permettra à chaque pays de la région d'analyser ses gisements et ses consommations énergétiques afin d'optimiser les politiques à mettre en œuvre. MEDENER a également mis en place des formations adaptées aux besoins de chaque pays, pour accompagner la mise en place de la réglementation et mieux sensibiliser les citoyens aux bonnes pratiques à adopter au quotidien.

### FACILITER LES RELATIONS ENTRE LES ACTEURS PUBLICS ET PRIVÉS

L'association MEDENER encourage également les partenariats entre les nombreux acteurs publics et privés intéressés par ces sujets. « Pour cela, l'association organise des rencontres annuelles mesurant les avancées de la mise en œuvre de la transition énergétique. » Le réseau vient également en appui aux collectivités afin de développer des outils de planification des politiques au niveau des territoires. « À titre d'exemple, l'agence tunisienne a aidé activement la ville de Sfax à déployer un Plan Climat-Énergie Territoire. »

### RÉFLÉCHIR À L'HORIZON 2030-2050

Par ailleurs, c'est à l'agence tunisienne (ANME) que, le 24 avril dernier, l'ADEME a confié la présidence de MEDENER. Entre autres projets, l'ANME propose de développer des scénarios à horizon 2030-2050. « Cet exercice de prospective s'inspirera des travaux menés par l'ADEME au niveau français, qui permettent d'avoir une vision cohérente et précise de l'avenir énergétique français », conclut Christelle Bedes. Ces projections pourront alimenter les échanges sur la région Méditerranée à l'occasion de la 21<sup>e</sup> Conférence sur le Climat (COP21), qui se déroulera en France du 30 novembre au 11 décembre 2015.

\* Association méditerranéenne des agences d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables



christelle.bedes@ademe.fr



www.ademe.fr/manifestations

#### ↑ RETOUR SUR /

## Un observatoire pour optimiser la maîtrise de l'énergie

Afin d'identifier les gisements régionaux d'efficacité énergétique, MEDENER a mis en place dès 2012 un observatoire de maîtrise de l'énergie (MED-IEE), testé en Algérie, au Liban, au Maroc et en Tunisie. Au terme d'une phase pilote de deux ans, l'observatoire sera étendu aux différents pays du réseau MEDENER. Il permettra de suivre de près la consommation énergétique des ménages, de l'industrie et des transports de chaque pays, ainsi que les ressources énergétiques. Une fois ces indicateurs connus, des plans nationaux d'actions en matière d'efficacité énergétique (PNAEE) adaptés pourront être élaborés pour réduire la dépendance énergétique de chaque pays de la région.



www.medener-indicateurs.net



© Lycée Marcel Sembat

# Collectivités face au Anticiper pour rester

En complément des stratégies d'atténuation, qui consistent à réduire les émissions de gaz à effet de serre, les collectivités doivent anticiper le changement climatique et mettre en place des mesures d'adaptation.



Le Conseil économique pour le développement durable définit l'adaptation comme l'ensemble des évolutions d'organisation, de localisation et de techniques que les sociétés devront opérer pour limiter les impacts négatifs du changement climatique et en maximiser les effets bénéfiques. « Ces politiques d'adaptation doivent s'intégrer aux stratégies actuelles sur l'atténuation, car certaines actions sont communes aux deux », détaille Éric Vésine, chef de service adjoint au service Climat, qui est en charge de l'animation de la thématique Adaptation au changement climatique à l'ADEME. Il faut donc veiller à la cohérence de cette double approche et jouer la carte de la complémentarité pour aller vers une politique climat intégrée. »



## u changement climatique

# er attractif

L'adaptation au changement climatique part du constat sur le réchauffement climatique établi par le rapport du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Au-delà des systèmes naturels, c'est tout un ensemble de secteurs - agriculture, forêt, tourisme, pêche, mais aussi aménagement du territoire, bâtiments et infrastructures, et populations - qui seront touchés par ces changements inéluctables, quels que soient les efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre. En France, des changements ont ainsi d'ores et déjà été observés. Au cours de la deuxième moitié du xx<sup>e</sup> siècle, les étés sont devenus plus secs, les glaciers des Alpes se réduisent, la floraison de certains arbres fruitiers est avancée, tout comme la maturité des vignes...

### ACCÉLÉRATION DE L'ÉVOLUTION

Les prévisions pour les décennies à venir s'accroissent sur une accélération notable de cette évolution. Le changement climatique devrait ainsi accroître les fragilités environnementales structurelles des territoires. Il convient donc de s'y préparer et de réfléchir aux nécessaires évolutions des pratiques qui permettront de limiter leur vulnérabilité.

« Pour mieux appréhender et agir sur sa vulnérabilité aux changements climatiques, et éviter des dommages environnementaux, matériels, financiers et humains, la France s'est dotée en 2011

d'un Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC) », rappelle Éric Vésine. Cette initiative faisait suite à la création de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC), en 2001, et à l'adoption de la Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique, en 2009, qui ont marqué le début de l'action de l'État dans ce domaine. À partir de la Stratégie nationale d'adaptation ont été sélectionnés vingt thèmes (auxquels sont associées des fiches d'action) qui constituent le cœur du PNACC, centré sur quatre objectifs : protéger les personnes et les biens, éviter les inégalités devant les risques, limiter les coûts et tirer parti des avantages, et préserver le patrimoine naturel. Le PNACC vise notamment à mettre en œuvre des

mesures touchant à la lutte contre les inondations, l'adaptation des zones littorales, de l'économie...

### VOLET OBLIGATOIRE DÉDIÉ À L'ADAPTATION

Une dynamique est également en cours au niveau des collectivités, puisqu'un volet obligatoire est dédié à l'adaptation au changement climatique dans les Schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE), et dans les Plans climat-énergie territoriaux (PCET).

« C'est le rôle de l'ADEME de mieux faire comprendre aux collectivités l'importance de l'adaptation, ceci en leur adressant un message mieux ciblé sur leurs problématiques spécifiques, confirme Éric Vésine. Tout l'enjeu consiste à démontrer que l'anticipation des impacts futurs permet de rendre les territoires robustes et contribue à leur développement pérenne. »

Les Directions régionales de l'ADEME ont été à l'avant-poste sur ce sujet, car dans certaines régions, comme le Languedoc-Roussillon, les enjeux sont très importants. « Nous avons privilégié la sensibilisation des acteurs aux changements intervenus ces dernières années, avec des données concrètes comme les changements de température et de pluviométrie enregistrés sur de longues périodes. Le deuxième axe d'intervention visait à renforcer l'information, en rendant accessibles le maximum de publications dédiées à des problématiques locales, et la mobilisation, en identifiant les acteurs potentiels pour déclencher des projets locaux », précise Pierre Vignaud, responsable Déchets-Climat à l'ADEME Languedoc-Roussillon. Au-delà de l'action dans les territoires, l'ADEME s'est mobilisée au niveau national dès 2009 pour veiller à ce que l'adaptation au changement climatique soit synonyme d'actions positives pour l'environnement. « Concrètement, cela s'est traduit par le développement de connaissances sur le sujet, l'un des freins pour les acteurs étant le manque d'information et de méthodologie », souligne Céline Phillips, animatrice de secteur Adaptation au changement climatique au sein du service Climat de l'ADEME. /



[eric.vesine@ademe.fr](mailto:eric.vesine@ademe.fr)  
[pierre.vignaud@ademe.fr](mailto:pierre.vignaud@ademe.fr)  
[celine.phillips@ademe.fr](mailto:celine.phillips@ademe.fr)

### Aller plus loin

#### LES OUTILS D'AIDE À L'ACTION

Les collectivités sont dans une phase de diagnostic et de questionnement sur les conséquences de l'évolution du climat, qui varient d'un territoire à l'autre. En plus de la sensibilisation et de l'information, l'ADEME développe de nouveaux outils qui définissent les priorités d'actions à conduire. Nous avons ainsi mis au point Impact'Climat, qui identifie les principaux enjeux pour le territoire, et Objectif'Climat, qui permet de structurer les actions d'adaptation ainsi que la démarche de suivi-évaluation.



[celine.phillips@ademe.fr](mailto:celine.phillips@ademe.fr)



[www.ademe.fr/publications](http://www.ademe.fr/publications)

# Méditerranée Pour un tourisme durable

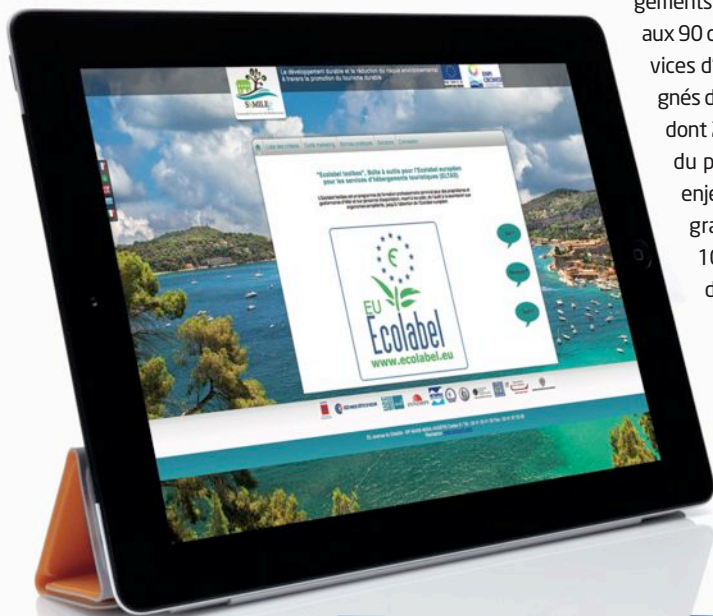
Démarré en janvier 2012, le projet européen ShMILE 2 a été lancé pour aider les professionnels du secteur touristique de six pays méditerranéens à s'ouvrir au tourisme durable et les sensibiliser à l'Écolabel européen. Récemment clos, il présente un bilan très positif.

**P**rintemps arabe, crise économique, guerre civile en Syrie... ShMILE 2 s'est déroulé dans un contexte pour le moins tendu. « Malgré cela, les six pays impliqués dans cette opération - l'Italie, la France, la Grèce, la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie - n'ont pas ménagé leurs efforts pour soutenir ce projet, note Cécile Martin-Phipps, chargée de mission à la direction de l'Action internationale de l'ADEME. Un projet qui entend ouvrir les professionnels du secteur touristique (et notamment les structures d'hébergement) au tourisme durable et pérenniser la viabilité de ce secteur économique, qui est très important dans un grand nombre de pays de la région. » Le tourisme représente en Méditerranée 28% des touristes internationaux - soit 280 millions de touristes chaque année (chiffres Plan Bleu, 2014) -, 11% du PIB et près de 20 millions d'emplois (chiffres META, 2012). Les résultats attestent de cette implication. « Des actions concrètes ont été menées. Trois études ont ainsi été réalisées pour faire un état des lieux de la diffusion des écolabels en Méditerranée, repérer le positionnement des services touristiques en terme de développement durable et la demande en la matière de la part des hébergements touristiques. Les partenaires ont également organisé trois séminaires d'échanges d'expériences, dans le but de sensibiliser les acteurs touristiques à la diffusion de l'Écolabel européen. »

## INFORMER ET FORMER LES PROFESSIONNELS

Douze ateliers régionaux ont par ailleurs permis d'informer les professionnels du tourisme de la teneur et des atouts de l'Écolabel européen. Les compétences de 700 professionnels du tourisme et de 120 jeunes diplômés ont par ailleurs été renforcées grâce à la création d'un parcours de formation universitaire et à l'organisation de stages chez les partenaires de ShMILE 2. Ces professionnels ont ensuite pu aider les hébergeurs touristiques à auditer leur établissement à l'aide de l'outil d'autodiagnostic développé par l'ADEME, l'Écolabel toolbox, qui permet à 188 hébergements touristiques de s'évaluer par rapport aux 90 critères du label. Puis ce sont 106 services d'hébergement qui ont été accompagnés dans une démarche d'écoblabilisation, dont 22 ont obtenu la certification à la fin du projet. Enfin, la sensibilisation aux enjeux de la démarche a été étendue au grand public, puisque près de 10700 personnes ont été informées des bénéfices de l'Écolabel, à l'occasion de conférences régionales et internationales.

« S'il est aujourd'hui clos, le programme de formation perdure et les partenaires peuvent continuer à utiliser les outils développés pendant le projet, et notamment l'Écolabel toolbox », conclut Cécile Martin-Phipps.



@ cecile.martin-hipps@ademe.fr

+ www.shmile2.eu  
www.ecolabeltoolbox.com/shmile2

## ADEME & VOUS

Lettre internationale

BP 90406 - 49004 Angers Cedex 01 - [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)  
Directrice de la publication : Valérie Martin  
Rédactrice en chef : Catherine Séguin-Jacques  
Rédacteur en chef adjoint : Denis Tappero  
Conception-réalisation : SPECIFIQUE - [www.specifique.com](http://www.specifique.com)  
ISSN 1961 - juillet - août 2014  
Abonnement sur demande : [international.newsletter@ademe.fr](mailto:international.newsletter@ademe.fr)



## PUBLICATIONS /

### CONTRIBUTION DE L'ADEME À L'ÉLABORATION DE VISIONS ÉNERGÉTIQUES 2030-2050



L'ADEME a mobilisé ses services techniques et économiques sur l'exercice de prospective énergétique « Vision 2030-2050 ». L'Agence met à disposition le document technique qui détaille l'ensemble des hypothèses de ses scénarios, ainsi qu'une synthèse intégrant des premiers éléments d'évaluation macroéconomique. Réf. 7846 (français) et 7942 (anglais) Téléchargeables gratuitement [www.ademe.fr/publications](http://www.ademe.fr/publications)

### QUELLE CONTRIBUTION DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE À LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE?



L'ADEME et les ministères chargés de l'Agriculture et de l'Environnement ont sollicité l'INRA pour réaliser une étude de l'agriculture française. Celle-ci devra déterminer et analyser une dizaine d'actions portant sur des pratiques agricoles et susceptibles de favoriser le stockage de carbone par l'agriculture ou de réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Il existe une version anglaise. Téléchargeables gratuitement [www.ademe.fr/publications](http://www.ademe.fr/publications)

## MANIFESTATION /

### Du 16 au 22 septembre SEMAINE EUROPÉENNE DE LA MOBILITÉ

SUR TOUT LE TERRITOIRE

Le thème de cette nouvelle édition de la Semaine européenne de la mobilité sera la qualité de vie en ville : « Our streets, our choice ».

[www.ademe.fr/manifestations](http://www.ademe.fr/manifestations)